Le gouvernement botswanais prévoit un non-renouvellement des contractuels de l'Etat dans le domaine de la santé et de l'enseignement

Page 12



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du mercredi 05 mai 2021

N°1616 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

République centrafricaine : Les mercenaires russes accusés d'exactions

Page 14



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Banque Ouest-africaine de développement: Roch Marc Christian Kaboré sollicité pour être le porte-voix de l'institution

Page 6



NIGERIA

Chemin de fer au Nigeria : La “Blue Line” achevée à 93%

Au Nigeria, la première ligne du métro léger de Lagos, la “Blue Line”, est achevée à 93%, a indiqué le commissaire aux transports de l’Etat de Lagos, Frederic Oladeinde. L’information a été donnée le mardi 27 avril 2021, au cours d’un point de presse rapporté par l’Agence Ecofin.



Un projet ferroviaire long de 27 km

L’Etat de Lagos s’est doté d’un plan stratégique des transports (STMP), horizon 2032. Ce plan comprend le développement d’un système de métro léger qui répond aux besoins croissants de mobilité dans la mégapole éponyme, forte de 14 millions d’habitants.

C’est un projet ferroviaire long de 27 km reliant Marina à Okokomaiko dans la capitale économique du Nigeria. Sa première phase, de la Marina au Mile 2, est achevée à 93%, selon le commissaire aux transports de l’Etat de Lagos, Frederic Oladeinde.



Cette ligne devrait être ouverte au transport passager d’ici la fin du 2e trimestre de 2022

Débuté en 2008 et exécuté par la China Civil Engineering Construction Company (CCECC), la « Blue Line

La suite à la page 3

AFRIQUE

La suite de la page 2

» a connu des retards significatifs dus à des déficits de financement. Mais M. Oladeinde a rassuré que « l'Etat avait obtenu des fonds pour son achèvement ». Son coût initial est évalué à 1,2 milliard de dollars.

Cette ligne à écartement standard devrait être ouverte au transport passager d'ici la fin du 2e trimestre de 2022 à la même période que la « Red Line, 37 km », le deuxième réseau de métro léger de Lagos, dont les travaux ont démarré le 15 avril dernier.

A côté de ces deux projets qualifiés de « prioritaires et urgents », le gouvernement de Lagos envisage également cinq autres lignes dans les années à venir : Green Line (26 km, Marina-Lekki Airport) ; Yellow line (34 km, Otta-Ido) ; Purple line (60 km, Redemption Camp-Ojo) ; Orange Line (42 km, Redemption Camp-Marina) et Brown Line (12 Km, Mile 12-Marina).

L. TIENDREBEOGO et K. TAPSOBA

Fraudes et pratiques collusoires: La BAD exclut l'entreprise Maxicare Company (Nigeria) Ltd pour 36 mois



L'entreprise s'était livrée à des pratiques collusoires et frauduleuses lors d'un appel d'offres

Le Groupe de la Banque africaine de développement a annoncé, mercredi 28 avril, l'exclusion, pour fraudes et pratiques collusoires, de la société Maxicare Company (Nigeria) Ltd pour une durée de 36 mois, avec prise d'effet en date du 23 février 2021, a indiqué l'Agence Ecofin. Maxicare Company (Nigeria) Ltd est une société à responsabilité limitée enregistrée en République fédérale du Nigeria.

Une enquête menée par le Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption (PIAC) de la Banque africaine de développement a établi que l'entreprise s'était livrée à des pratiques collusoires et frauduleuses lors d'un appel d'offres pour la construction de stations de pesage et la fourniture d'équipements dans le cadre du Programme de facilitation des transports du corridor routier Bamenda-Mamfe-Abakaliki-Enugu reliant le Cameroun et le Nigeria, a rapporté notre source. Le Programme de facilitation des transports du corridor routier Bamenda-Mamfe-Abakaliki-Enugu a

La suite à la page 4

AFRIQUE

La suite de la page 3



Le PIAC est investi de mandats d'enquête et de prévention afin de donner effet à la politique de la BAD en matière de bonne gouvernance

pour objectif d'accroître les échanges et, plus généralement, de renforcer la coopération entre les pays de la CEMAC et ceux de la CEDEAO, et en particulier entre le Cameroun et le Nigeria. Le programme a été cofinancé par le Fonds africain de développement, guichet de prêts à taux concessionnels du Groupe de la BAD.

Durant la période d'exclusion, Maxicare Company (Nigeria) Limited et ses filiales seront inéligibles à des projets financés par le Groupe de la BAD. En outre, l'exclusion est applicable par d'autres banques multilatérales de développement en vertu de l'Accord pour l'exécution mutuelle des décisions d'exclusion, notamment la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement et le Groupe de la Banque mondiale.

À l›expiration de la période d›exclusion, Maxicare Company (Nigeria) Limited ne pourra être à nouveau éligible à participer aux projets financés par le Groupe de la Banque africaine de développement qu'à condition d'avoir mis en œuvre un programme de conformité à l'intégrité, conforme aux directives de la Banque, selon l'agence Ecofin.

La BAD engagée dans la lutte contre la corruption et la fraude

Le Groupe de la BAD considère la corruption, la fraude et les autres pratiques répréhensibles comme très préjudiciables à la réalisation de sa mission. Pour promouvoir le développement économique durable et le progrès social sur le continent, la BAD adopte une approche multidimensionnelle pour combattre ces pratiques préjudiciables. Le département a recours à des mesures préventives telles que les évaluations des risques et les programmes de sensibilisation pour décourager les pratiques répréhensibles et éviter qu'ils aient cours dans la passation de marchés au sein de la Banque et dans les opérations financées par le Groupe de la Banque.

Leylatou TIENDREBEOGO

CAP-VERT

Cybersécurité: Le Cap-Vert investit plus d'un demi-million de dollars

Le gouvernement du Cap-Vert a décidé de renforcer la sécurité de ses systèmes d'information. Ainsi, un emprunt de plus d'un million de dollars a été accordé à l'agence publique chargée du développement numérique national pour investir dans la cybersécurité.



Le développement numérique passe par la protection de la confidentialité des communications, des transactions financières, des données privées des personnes et des sociétés



La cybercriminalité est une activité criminelle qui cible ou utilise un ordinateur, un réseau informatique ou un appareil mis en réseau.

L'attaque cybercriminelle qu'a vécu le gouvernement capverdien en novembre 2020 lui a ouvert les yeux sur le réel niveau de protection numérique du pays. Conscient des enjeux de la quatrième révolution industrielle, il a pris des mesures pour corriger les manquements et renforcer les points forts. C'est ainsi que le Conseil des ministres tenu le mercredi 14 avril, a autorisé un emprunt financier de 56, 8 millions d'escudos (618000 USD) pour la Núcleo Operacional da Sociedade de Informação (NOSi), agence publique chargée du développement numérique national, auprès de la Caixa Económica de Cabo Verde, a indiqué l'Agence Ecofin.

Le gouvernement capverdien a expliqué que l'augmentation à l'internationale des

La suite à la page 6

BURKINA FASO

La suite de la page 5

activités malveillantes liées à la cybercriminalité et les défis auxquels le Cap-Vert est confronté sont des préoccupations qui appellent à des mesures gouvernementales de lutte appropriées pour garantir l'intégrité de son cyberespace.

Le fort intérêt que l'Etat capverdien accorde au renforcement de la sécurité de ses systèmes d'information fait suite à la cyberattaque qu'a subi le réseau technologique privé de l'Etat (RTPE), plateforme numérique qui permet aux agents de l'Etat d'accéder à divers services communs tels que l'internet, la messagerie électronique, des solutions applicatives de gestion, le 26 novembre 2020.

En janvier 2021, le président de la République, Jorge Carlos Fonseca, interpellait déjà les forces armées du Cap-Vert sur la nécessité de se préparer à une nouvelle forme de guerre qui gagne de l'ampleur dans un monde qui se numérise.

Leylatou TIENDREBEOGO

Banque Ouest-africaine de développement: Roch Marc Christian Kaboré sollicité pour être le porte-voix de l'institution

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, en sa qualité de président de la Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA), a accordé dans la matinée du 03 mai 2021, une audience au président de la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD), Serge Ekue.

Serge Ekue, président de la BOAD était à kossyam ce lundi 3 avril 2021. Les échanges avec le chef de l'Etat burkinabè, par ailleurs président de la Conférence



La suite à la page 7

BURKINA FASO

La suite de la page 6



Le président de la BOAD a également rappelé que l'institution est un soldat du développement et, dans ce sens, cherche les voies et moyens pour financer le développement de manière moderne.

des chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine, ont porté sur des sujets liés au développement.

Le président de la BOAD s'est réjoui et a félicité le président du Faso pour sa nouvelle fonction de président de la Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernement de l'UEMOA.

" Nous avons demandé au chef de l'Etat d'être notre porte-voix, à un moment clé et stratégique du développement de la BOAD dans le cadre de l'exécution de notre plan stratégique" a déclaré Serge Ekue à sa sortie d'audience.

Le président du Faso, reconnaissant la pertinence de la démarche du président de la BOAD et son équipe, a décidé de leur apporter son soutien pour le succès de leur mission au sein de l'institution.

Dakissaga Lucien/ Compaoré Fatimata

Journée mondiale de la liberté de la presse au Burkina Faso: le CNP-NZ dresse le bilan

Depuis 1993, la date du 3 mai est consacrée "journée mondiale de la liberté de la presse". Cette année au Burkina Faso, la journée a été commémorée autour d'un panel au Centre Narional de Presse Norbert Zongo (CNP-NZ). Ce panel a connu la participation de nombreux journalistes. Plusieurs thématiques ont été abordées et des hommages ont aussi été rendus aux illustres journalistes disparus.

La 28ème édition de la journée mondiale de la liberté de la presse célébrée ce 3 mai 2021 avait pour thème sur le plan mondial «L'information comme bien public». Au Burkina Faso, le thème retenu est «la viabilité de l'entreprise de presse». Pour les panélistes du jour, ce thème est

La suite à la page 8

BURKINA FASO

La suite de la page 7



Les panélistes se sont penché sur les problèmes auxquels la presse burkinabè fait face



Les Hommes de médias ont pris part à ce cadre d'échanges



Un portrait d'hommage à Marie Soleil Frère se dresse désormais dans la cours du CNP-NZ

évocateur car selon eux «le maillon indispensable à la production de l'information» qu'est l'entreprise de presse «est en péril» et pour cela une attention particulière doit lui être accordée. Selon le classement mondial 2021 de Reporters Sans Frontières (RSF), en matière de liberté de la presse, le pays des Hommes intègres occupe la 5 ème place en Afrique, la 1ère en Afrique francophone et la 37 ème sur le plan mondial. Pour les panelistes, ce classement bien que pouvant constituer un motif de satisfaction ne doit pas occulter les multiples défis de viabilité, d'indépendance, d'autonomie économique... auxquels font face à la presse dans la recherche d'une meilleure consolidation de l'Etat de droit et l'élargissement des espaces de liberté.

Selon Inoussa Ouedraogo, président du comité de pilotage du CNP-NZ, principal orateur, «pour que la liberté passe, les fossoyeurs de la liberté ne doivent pas passer». Et à propos de ces fossoyeurs, il cite la pandémie de la Covid-19 qui a entrainé des "conséquences désastreuses"

La suite à la page 9

ANNONCE

La suite de la page 8

pour l'économie nationale en général et pour la presse en particulier. Comme autres fossoyeurs, il fait noter certains textes liberticides, l'insécurité et enfin les partisans de l'impunité. Le tableau n'a pas totalement été peint en noir puisque une mention honorable a été faite à l'endroit des défenseurs de la liberté de presse.

Cette célébration qui a connu la participation des étudiants, des professionnels, des chercheurs et enseignants du monde de la communication a aussi été l'occasion pour les organisateurs de rendre hommage aux illustres disparus dont un hommage très particulier à la regrettée Marie Soleil- Frère. Une affiche géante à son portrait a même été dressée au milieu de la cours du Centre national de Presse Norbert Zongo. En rappel, Marie Soleil- Frère était directrice de recherches et enseignante de journalisme dans beaucoup d'universités dont celle de Ouagadougou. Un prix institué en son nom récompensera la meilleure journaliste burkinabè. La lauréate sera connue lors du prochain Festival International pour la Liberté d'Expression et de Presse (FILEP) qui se tiendra du 10 au 13 novembre 2021.

Abdoul Karim TAPSOBA



SANTÉ

Crise d'éclampsie : Un risque pendant la grossesse

L'Eclampsie, pré-éclampsie sont des termes méconnus que la plupart des femmes découvrent souvent au moment de la grossesse quand elles y sont confrontées. Responsables d'un tiers des naissances prématurées, ces complications nécessitent un suivi très particulier.



La crise d'éclampsie est une complication grave de la pré-éclampsie. Elle se manifeste par des convulsions, parfois associées à une perte de connaissance, qui dure quelques minutes. Des symptômes proches d'une crise d'épilepsie. L'éclampsie est presque toujours précédée de la pré-éclampsie, une pathologie qui associe une hypertension artérielle à un taux de protéine trop élevé dans les urines (protéinurie). Quand elle est détectée chez une femme enceinte, celle-ci bénéficie alors d'un suivi étroit en milieu hospitalier pour éviter que la pathologie ne conduise à la crise d'éclampsie. La pré-éclampsie menace à la fois la santé de la mère et du bébé. Chez la mère, elle se manifeste le plus souvent par une hypertension. Un retard de croissance est cependant observé chez le bébé.

Une complication rare

Sur le site d'information femmeactuelle.fr, dans l'article intitulé "Crise d'éclampsie : une complication redoutée durant la grossesse" on note que c'est au cours du 2e trimestre de la grossesse que la pré-éclampsie peut se manifester, et ce jusqu'à la naissance de l'enfant, voire même dans les deux mois qui suivent. Selon cette source, 3% des femmes enceintes développent une pré-éclampsie, 0,5% une forme grave incluant la crise d'éclampsie. Cette pathologie survient le plus souvent au cours de la première grossesse. En cas de changement de partenaire, ce syndrome peut de nouveau se manifester car il s'agit d'un problème d'immunité de la mère aux antigènes du père. Le risque augmente aussi chez les plus de 35 ans. La pré-éclampsie est aussi plus fréquente chez les personnes obèses, atteintes du diabète, d'une

La suite à la page 11

SANTÉ

La suite de la page 10



Photo d'illustration

maladie du sang comme le lupus ou également en cas de grossesses multiples. Le terrain génétique contribue aussi à la survenue de la maladie.

Les signes qui doivent alerter

Les œdèmes constituent certains de ces signes. Par exemple, la femme enceinte n'arrive plus à mettre ses bagues et ses pieds enflent. L'hypertension artérielle survient souvent sans signes apparents. Certains symptômes peuvent alerter. Il s'agit entre autres des maux de tête, des troubles visuels, des douleurs abdominales. Dans une étude publiée le 25 novembre 2015, intitulée "L'éclampsie au CHU-Yalgado de Ouagadougou (Burkina Faso) du 1er avril 2013 au 31 mars 2014", il ressort que, sur le plan sociodémographique, les patientes étaient des femmes au foyer dans 62,5 % des cas et 47,7 % des patientes vivaient maritalement. Sur le plan clinique, elles étaient référées dans 72,4 % des cas et avaient été admises initialement dans le service pour élévation des chiffres tensionnels dans 40,3 % des cas. L'âge gestationnel moyen était 31,5 semaines d'aménorrhée, la pression artérielle diastolique était supérieure à 110 mm Hg dans 63,1 % des cas. Sur le plan thérapeutique toutes les patientes ont bénéficié d'un traitement anticonvulsivant à base de sulfate de magnésium et d'un traitement antihypertenseur soit à base de nicardipine, de clonidine ou d'alpha méthyl-dopa. Le pronostic maternel a été marqué par une morbidité dans 46 cas (22,6 %) et une mortalité chez 13 patientes soit un taux de létalité de 6,4 %. Celui foetal a été dominé par un taux de létalité périnatale de 31,5 %. L'éclampsie constitue une cause majeure de mortalité maternelle et périnatale au CHU-YO selon cette étude. L'adoption des différentes stratégies de dépistage pendant les consultations prénatales et de prise en charge précoce devrait contribuer à une réduction du taux de mortalité dans le couple mère-enfant au Burkina Faso.

Pour le moment il n'existe pas de traitement pour venir à bout de la pré-éclampsie, mise à part l'arrêt de la grossesse. Si le diagnostic est fait précocement, cela permet de réduire les risques de complications.

Oumou Konaté

BOTSWANA

Le gouvernement prévoit un non-renouvellement des contractuels de l'Etat dans le domaine de la santé et de l'enseignement



Selon le rapport sur les modèles macroéconomiques mondiaux de Trading economics, le taux de chômage au Botswana devrait atteindre 18,60% d'ici la fin de 2021

Le gouvernement botswanais a annoncé au début de cette année être en surcharge dans le paiement des masses salariales des travailleurs de la fonction publique. Il prévoit réduire la masse salariale dont le coût s'élève aujourd'hui à plus d'un milliard de pula chaque mois.

Le ministre de l'Éducation de base Fidelis Molao a déclaré le mois dernier au Parlement que plus de 1 300 enseignants temporaires seraient embauchés à titre permanent dans un délai de 3 ans à compter de cette année. Une source a affirmé que plus de 600 enseignants temporaires dont les contrats arrivent à expiration ne seront pas renouvelés. «Le gouvernement avait prévu d'embaucher au moins plus de 40% du personnel temporaire, des enseignants et des infirmières entre l'année dernière et cette année». La lente reprise de l'économie a affecté les projets du gouvernement d'embaucher du personnel temporaire sur une base permanente cette année «, a déclaré le ministre de l'Éducation de base Fidelis Molao cité par Sunday Standard. Le gouvernement réduira également un nombre important d'infirmières temporaires afin de réduire la masse salariale.

Le Comité exécutif central (CEC) de l'Union des infirmières du Botswana (BONU) se dit préoccupé par la situation déplaisante des infirmières en première ligne contre la pandémie de Covid-19.

«Il faut le déclarer

La suite à la page 13

La suite de la page 12

catégoriquement et souligner que ces infirmières sont utiles car elles effectuent des tests Covid-19, la recherche des contacts, les vaccinations contre Covid-19 et d'autres activités de routine des soins infirmiers» souligne le comité dont les propos ont été rapportés par le Sunday Standard.

«Par conséquent, la résiliation de leurs contrats conduit à une grave pénurie de main-d›œuvre qui fait que les infirmières sur le terrain sont submergées par de nombreuses tâches d›infirmières. Certaines infirmières ont succombé au COVID-19, d›autres sont en quarantaine, isolées à domicile et les autres qui sont actuellement en service se voient refuser un congé annuel alors que les activités du Covid-19 s›intensifient de jour en jour », a poursuivi le comité.

Le secrétaire général de l'Union, Lebogang Philip, a déclaré que les infirmières temporaires n'étaient pas payées depuis plus de deux mois.

Pendant ce temps, selon le rapport sur les modèles macroéconomiques mondiaux de Trading economics, le taux de chômage au Botswana devrait atteindre 18,60% d'ici la fin de 2021.

Il a été rapporté qu'en raison de Covid-19, le taux de chômage est appelé à augmenter, avec davantage d'entreprises menacées d'effondrement.

Dakissaga Lucien

Les élèves dans les rues de Ouagadougou contre les réformes scolaires en cours



Des échauffourées ont eu lieu entre élèves protestataires et les forces de l'ordre lundi à Ouagadougou

Le lundi 3 mai 2021, le centre-ville de Ouagadougou a été le théâtre d›échauffourées entre policiers et élèves. Pour cause, ces derniers, non contents des projets de réformes de leur ministère de tutelle ont voulu une fois de plus manifester leur désarroi en initiant une marche vers ce ministère. Mais ils seront stoppés à quelques encablures de leur destination par les forces de l›ordre entrainant ainsi des courses- poursuites suivies de jets de pierres et d'usage de gaz lacrymogène.

Les élèves de la ville de Ouagadougou étaient encore une fois de plus dans la rue ce lundi 3 mai 2021 pour manifester leur mécontentement contre les réformes scolaires en cours.

La suite à la page 14

La suite de la page 13

Depuis quelques semaines maintenant, ces derniers sont vent debout contre la volonté de leur ministre Stanislas Ouaro de mettre en œuvre des réformes touchant à l'organisation des examens scolaires. Au titre de ces réformes, on note la volonté de faire du baccalauréat, qui était considéré comme le premier diplôme universitaire, un diplôme terminal du secondaire. Mais ce qui suscite grincement de dents chez les manifestants est le projet de suppression des sujets au choix dans les matières telles Sciences de la vie et de la Terre (SVT) et Histoire-Géographie (H.G) dans l'organisation des examens du Brevet d'Études Premier Cycle (BEPC). En termes clairs le Bac ne sera plus le premier diplôme de l'université et aussi au BEPC il n'y aura que des sujets uniques et imposés en SVT et H.G. Pourtant le regroupement des des associations scolaires ne l'entend pas de cette oreille et compte amener le gouvernement à revoir sa position à travers des manifestations parfois violentes.

Lorsque nous arrivions sur les lieux ce lundi, il faisait exactement 12h30. Mais des témoins nous ont fait savoir que les <<affrontements>> ont débuté très tôt dans la matinée. Il était difficile pour nous Hommes de média, d'avoir une version des deux camps mais les «douilles» de gaz lacrymogènes déjà utilisées, les chaussures et sacs délaissés par les élèves, le tas des projectiles qui jonchaient l'avenue de l'indépendance pouvaient témoigner de la violence qui y a régné au centre-ville de Ouagadougou. Aux jets de cailloux et autres projectiles des élèves, ceux d'en face, les policiers, répondaient par des tirs de gaz lacrymogènes. L'air était irrespirable et la circulation à cet endroit, était momentanément fermée aux usagers. Certains médias ont même signalé des blessés du côté des élèves. Au moment où nous quittions les lieux à 14h, le climat était toujours tendu.

Abdoul Karim TAPSOBA

RCA : Les mercenaires russes accusés d'exactions

Selon une source diplomatique citée par Journal de Bangui « C'est l'éléphant au milieu de la pièce », « On ne voit que lui, mais on fait comme s'il n'était pas là ». Officiellement d'ailleurs, ils ne sont pas là. L'ambassadeur de Russie à Bangui reconnaît l'envoi de 535 hommes qu'il présente comme des « instructeurs » qui « ne prennent pas part aux combats », sauf « s'ils sont pris pour cible ».

De nombreuses sources sécuritaires nationales et internationales contredisent pourtant cette version. Selon le site d'information journaldebangui.com, elles évoquent 800 à 2 000 mercenaires déployés dans le pays, aux côtés des forces armées centrafricaines, souvent « en première ligne » lors des affrontements et également présents aux postes de contrôles et lieux stratégiques.

Pour une partie de l'opinion,

La suite de la page 15

La suite de la page 14



lassée de subir l'occupation et les violences des groupes armés, les Russes sont des sauveurs. Ils ont joué un rôle déterminant dans la contre-offensive qui a permis de reprendre la majorité des grandes villes du pays. Leur action est également soutenue par une campagne de communication active des autorités. Rares sont les voix discordantes qui osent publiquement questionner leurs méthodes, dans le climat de peur qui s'est installé dans certaines régions du pays.

Selon toujours la même source, le 31 mars 2021, pour la première fois, un groupe d'experts indépendants vient pourtant briser cette omerta. Dans un communiqué, le Groupe de travail de l'ONU sur l'utilisation de mercenaires rattachés au Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations unies de Genève, dénonce le recours accru à des sociétés de sécurité privées par les autorités de Bangui. Plusieurs rapports internes des Nations unies que RFI a consultés viennent étayer ces accusations. L'un d'eux recense au moins une centaine de victimes de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises soit par les Faca et leurs alliés russes soit par les éléments russes seuls, entre le 1er janvier 2021 et mi-avril. Parmi ces violations, 26 exécutions extrajudiciaires, 5 viols ainsi que 27 cas d'arrestations arbitraires et de privation de liberté. « De nombreux civils ont été tués ou blessés (…) bien qu'ils soient très loin de cibles militaires légitimes », précisent les auteurs de ce rapport.

Oumou Konaté

Covid-19 : Le Nigeria ferme ses portes aux voyageurs venant d'Inde, du Brésil et de Turquie

A partir du 4 mai, le Nigeria interdit l'entrée au pays aux voyageurs étrangers en provenance de l'Inde, du Brésil et de la Turquie en raison d'inquiétudes liées au Covid-19. L'information émane d'un communiqué du comité présidentiel nigérian chargé de la gestion de la pandémie, cité par l'Agence Ecofin.

« Les détenteurs de passeports non-nigérians et les non-résidents qui ont visité le Brésil, l›Inde ou la Turquie dans les quatorze (14) jours précédant leur voyage au Nigeria, se verront refuser l'entrée au Nigeria », a déclaré Boss Mustapha, président du comité directeur présidentiel sur le COVID-19, dans le communiqué.

Les compagnies aériennes

La suite de la page 16

NIGERIA

La suite de la page 15



L'Inde, le Brésil et la Turquie sont respectivement 2è, 3è et 5è pays les plus touchés dans le monde par le Covid-19

encourent une amende de 3 500 dollars par passager contrevenant à cette mesure, a annoncé RFI. Dans le communiqué, il est également indiqué que cette mesure ne concerne pas les personnes ayant simplement transité par l'un des trois pays fortement touchés par le coronavirus.

Les Nigérians ou résidents au Nigeria en provenance de l'Inde, du Brésil ou de la Turquie devront, quant à eux, se plier à une quarantaine dans une structure du gouvernement nigérian et se soumettre à un test, dès leur arrivée dans le pays, et sept jours plus tard, a ajouté RFI.

Cette annonce intervient dans un contexte de relative aggravation de la situation sanitaire dans ces trois pays dits émergents. L'Inde, le Brésil et la Turquie sont respectivement 2è, 3è et 5è pays les plus touchés dans le monde par le Covid-19, avec 19,6 millions de cas cumulés officiels pour 3,3 millions de cas actifs (Inde), 14,7 millions de cas cumulés pour 1,07 million de cas actifs (Brésil), et 4,84 millions de cas cumulés pour 403 000 cas actifs (Turquie), a ajouté l'Agence Ecofin.

Pire, le système sanitaire indien, aux prises avec une résurgence du virus, est mis sous pression ces dernières semaines, avec des hôpitaux, morgues et crématoriums débordés, et une pénurie d'oxygène dans plusieurs centres de santé. Le sous-continent, dont la population est comparable à l'ensemble de l'Afrique, a signalé plus de 300 000 cas quotidiens pendant plus de 10 jours consécutifs. Quant à la Turquie, elle est entrée en "confinement total" cette semaine pour 14 jours, en vue d'endiguer une nouvelle flambée des cas et réduire les décès. Pour le Brésil, les chiffres restent relativement élevés, malgré une baisse de la pression depuis le mois de mars.

Le Nigeria, pays le plus touché en valeurs absolues en Afrique de l'Ouest, compte à la date du 03 mai 2021, environ 165 000 cas avec 155 000 guérisons et 2065 décès. Cela le met très loin derrière ces trois pays ciblés par les restrictions de voyage (respectivement, 216 000 décès en Inde, 406 000 au Brésil, et quelque 40 000 décès en Turquie).

Leylatou TIENDREBEOGO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Deux morts et un blessé dans une attaque présumée des shebab le long de la frontière entre le Kenya et la Somalie



Deux personnes ont été tuées et une grièvement blessée lundi après que le véhicule à bord duquel elles voyageaient a roulé sur un engin explosif qui pourrait avoir été posé par des militants Shebab le long de la frontière entre le Kenya et la Somalie. Le commissaire du comté de Lamu, Irungu Macharia, a confirmé l'incident, précisant à Xinhua que trois personnes, qui travaillaient pour un entrepreneur privé sur le chantier de construction du mur de sécurité entre le Kenya et la Somalie, surnommé camp d'Usalama, se trouvaient dans le véhicule au moment de l'incident. «Deux personnes sont mortes et une a été blessée dans l'incident. Nous croyons fermement que l'engin explosif improvisé a été posé par des militants Shebab. Nos forces de sécurité les poursuivent actuellement», a déclaré le responsable gouvernemental. L'attaque a eu lieu au Kenya à quelques kilomètres du village d'Ishakani, dans le comté de Lamu, juste à côté de la frontière avec la Somalie.

Le Gabon cumule une perte de 2785 milliards FCFA en 10 ans de commerce avec la France (exclusif)



Entre 2011 et 2020, le déficit commercial cumulé pour le pays d'Afrique centrale est de 5,12 milliards $, soit environ 2785 milliards FCFA au cours actuel du dollar américain. A en croire l'agence Ecofin, le pic de l'excédent français sur son partenaire africain a été atteint en 2011, lorsque le Gabon s'est retrouvé avec un déficit commercial de 926 millions $. Il est à noter que si la France est le premier fournisseur des biens importés par le pays, elle se classe au-delà de la septième position pour ce qui est de l'achat des produits gabonais. On note toutefois, depuis 2014, un recul de ce déficit. Il est en effet passé de 736 millions $ à 336,3 millions $, toujours selon les mêmes sources. On note également qu'au-delà de ce déficit direct, des acteurs français du commerce international réalisent des marges via leurs filiales basées en Côte d'Ivoire. Ce pays est en effet le deuxième partenaire avec lequel le Gabon a le moins gagné, avec un déficit cumulé de 1 milliard $ sur la période analysée.

Le Bénin franchit la barre des 100 décès liés à la pandémie



Le Bénin a franchi le 1er mai la barre des 100 décès liés à la pandémie de COVID-19 depuis l'apparition, le 16 mars 2020, du premier cas de cette maladie sur son territoire, selon les données du ministère de la Santé publiées lundi à Cotonou. Samedi, le pays comptait 7.884 cas confirmés dont 132

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

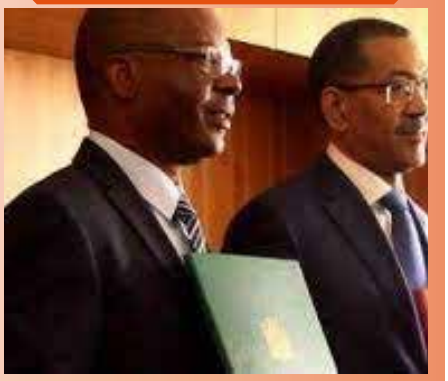
cas actifs sous traitement, 7.652 guérisons et 100 décès. Face à cette recrudescence de la maladie, le ministre de la Santé Benjamin Hounkpatin a invité toute la population béninoise, notamment les groupes ciblés que sont les agents de santé, les personnes âgées de plus de 60 ans et les personnes atteintes de comorbidités, à se faire vacciner pour se prémunir contre cette maladie. «Je voudrais donc les inviter à sortir massivement pour se faire vacciner contre la COVID-19. Le bénéfice qu'on tire de cette vaccination est largement supérieur aux risques éventuels. Je voudrais également souligner le fait qu'aucun médicament, même le plus simple, notre paracétamol, n'est sans risque, n'est sans effet secondaire. Donc, tout ce que nous sommes en train de dire par rapport aux effets secondaires potentiels de la vaccination, ce sont des effets qui sont en fait prévisibles ou bien qui peuvent subvenir», a-t-il déclaré.

Soudan : Un ancien chef rebelle nommé gouverneur du Darfour



Minni Arko Minnawi, l'ancien chef rebelle de l'Armée de libération du Soudan (ALS), a été nommé gouverneur du Darfour, dimanche 2 mai, par le Premier ministre soudanais. Il devient le plus haut responsable de l'État dans la province toujours déchirée par les violences nous rapporte le journal VOA du 03 mai 2021. Selon Rfi, le choix n'est pas anodin. Minni Minnawi était pressenti depuis le début de l'année. L'ancien enseignant de 52 ans, rebelle de la première heure et originaire du Nord Darfour, était d'ailleurs officiellement candidat au poste. Le journal affirme que l'ex-Chef rebelle avait déjà occupé un poste similaire entre 2006 et 2010. Mais il avait claqué la porte, après s'être plusieurs fois plaint du manque de coopération du pouvoir en place à l'époque. Il ajoute que Minni Minnawi dit espérer « travailler en bonne entente » avec les autorités de transition.

Vers la signature d'un accord entre l'Angola et la Zambie pour la construction de l'oléoduc AZOP

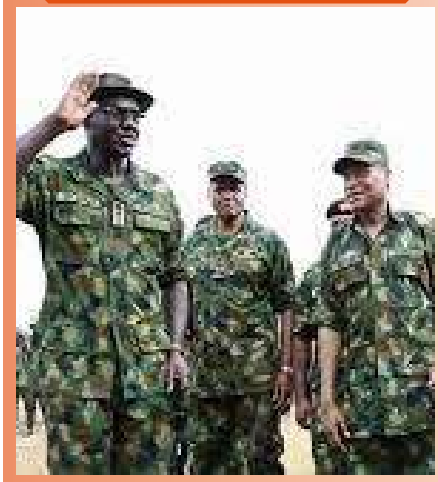


Selon l'Agence Ecofin du mardi 04 mai 2021, le ministre angolais de l'Energie Diamantino Azevedo et son homologue zambien Mathew Nkuwa ont annoncé qu'un mémorandum d'entente portant sur le projet de réalisation de l'oléoduc dénommé Zambia-Angola Oil Pipeline (AZOP), sera conclu cette semaine. Ce projet, renforcera la collaboration dans les infrastructures pétrolières en particulier dans le transport et le raffinage entre l'Angola et la Zambie. Il s'agit concrètement d'un pipeline qui reliera la raffinerie de Lobito en Angola à un terminal d'importation dans la capitale zambienne, à

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Lusaka. L'information a été rapportée par l'agence de presse Angop. Il faut noter que les démarches relatives à ce projet avaient été entreprises il y a 9 ans, mais en raison de difficultés administratives, celles-ci avaient été suspendues.

Nigeria: l'armée exprime son soutien au président Buhari



Selon l'AFP, les forces armées nigérianes ont déclaré dans un communiqué publié lundi soir, qu'elles allaient continuer à soutenir le gouvernement malgré la mauvaise situation sécuritaire et les critiques soutenues à l'encontre de M. Buhari, un ancien général âgé de 78 ans. «Nous continuerons à rester apolitiques, subordonnés à l'autorité civile, fermement fidèles au président, commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigeria, au président Muhammadu Buhari et à la Constitution de 1999 telle qu'elle a été amendée», a ajouté dans le communiqué le porte-parole de l'armée, Onyema Nwachukwu, cité par notre source. Le président Muhammadu Buhari est critiqué pour son incapacité à endiguer l'insécurité dans le pays, balayant catégoriquement toute probabilité d'un coup d'Etat.

Centre du Nigeria: 17 villageois tués par des bergers peuls



Dix-sept villageois ont été tués par des bergers peuls présumés au cours de deux attaques séparées dans l'Etat de Benue, dans le centre du Nigeria, ont informé des responsables locaux à l'AFP. Les bergers ont tué 15 villageois qui étaient principalement des agriculteurs lors d'une attaque menée à l'aube lundi, et deux autres villageois ont été tués dimanche dans la région de Gwer West dans l'Etat de Benue, ont précisé les informateurs.

L'Etat de Benue est situé dans la région de Middle Belt, secouée depuis des années par des affrontements meurtriers entre éleveurs nomades et agriculteurs locaux, autour d'enjeux fonciers et de rivalités pour le contrôle des pâturages et de l'eau. La porte-parole de la police d'État, Catherine Anene, a confirmé les attaques sans donner davantage de précisions, selon toujours notre source.

Les tensions sont en hausse dans cette région depuis que le gouvernement y a promulgué une loi interdisant le pâturage ouvert du bétail.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le Nigeria bénéficiera de l'expertise de Microsoft dans la connectivité, la formation et la transformation numérique



La société américaine Microsoft, spécialisée dans l'informatique et la micro-informatique, et le gouvernement du Nigeria ont convenu le lundi 3 mai d'une collaboration qui accélèrera le développement du pays, a informé l'agence Ecofin. Trois domaines d'intervention ont été identifiés. Il s'agit de la connectivité, la formation des jeunes et la transformation numérique.

Selon l'agence, les différents projets que va engager Microsoft au Nigeria sont l'aboutissement des discussions initiées entre le vice-président du Nigeria Yemi Osinbajo et Bradford Lee Smith, le 7 janvier 2021. Microsoft avait exprimé au gouvernement nigérian sa volonté à l'accompagner dans son plan de relance économique post-Covid.

A travers cette collaboration avec Microsoft, le Nigeria bénéficiera d'une expertise technique qui contribuera à consolider son niveau de préparation pour la quatrième révolution industrielle. L'entreprise informatique, quant à elle, profitera de cette opportunité pour renforcer sa présence dans le pays où plusieurs groupes technologiques tels que IBM, Google et même Cisco accélèrent leur installation.

Mauritanie : Le SJM appelle à l'amélioration des conditions des journalistes



Le président du Syndicat des Journalistes Mauritaniens (SJM) Mohamed Salem Ould Dah a appelé à l'amélioration des conditions de travail des journalistes notamment les jeunes au sein des entreprises de presse, dans un communiqué parvenu ce 3 Mai à Alakhbar, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse.

Ould Dah a, dans le même contexte dénoncé les médias publics et privés qui font travailler des jeunes journalistes sans contrat ou sur la base de faibles rémunération.

Le Syndicat des Journalistes Mauritaniens a déclaré par ailleurs avoir enregistré durant l'année dernière de nombreux cas d'arrestations, d'agressions de journalistes et de confiscation de leur matériel de travail notamment à Nouakchott et Nouadhibou. Le Syndicat a également dénoncé le harcèlement dont subissent des médias privés qui éprouvent en même temps des difficultés d'accès à l'information officielle.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Des parlementaires portent plainte contre l'ex-président Aziz pour «diffamation»



Des parlementaires mauritaniens ont déposé ce lundi devant le tribunal de la wilaya de Nouakchott une plainte pour diffamation contre l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz, a indiqué le journal Alakhbar. La plainte a été déposée par trois avocats représentant les parlementaires à savoir maîtres Mohammadi Baba, Mohamed Ould Ely et Diagana Ibrahima, selon toujours notre source. Les députés concernés disent avoir été «accusés» par l'ex-président lors d'une récente sortie médiatique «d'avoir perçu 300 millions d'ouguiyas anciennes pour approuver la création de la Commission d'Enquête Parlementaire».

Un rapport de la même commission d'enquête parlementaire a cité l'ex-président et plusieurs de ses collaborateurs dans une affaire de détournement de fonds publics et de mal gouvernance durant le pouvoir de Mohamed Ould Abdel Aziz de 2008 et 2019.

Le Ghana veut réduire la mortalité due au paludisme de 90 pour cent d'ici 2035



Le Ghana s'est engagé à réduire la mortalité due au paludisme de 90% d'ici 2035, a déclaré dimanche un haut responsable de la santé à l'occasion de la Journée mondiale contre le paludisme. «L'élimination du paludisme est possible et essentielle pour lutter contre d'autres maladies actuelles et futures», a déclaré Patrick Kuma-Aboagye, directeur général du Ghana Health Service (GHS) dans un communiqué de presse. Face à la pandémie de COVID-19, nous devons faire plus pour protéger tout le monde du paludisme et déployer d'énormes efforts pour lutter contre la maladie », a-t-il ajouté. Le paludisme est une maladie courante au Ghana, mais les admissions liées au paludisme ont chuté de 27,8% pour tous les âges de 2012 à 2020, selon le GHS.

RCA : la présidente de la cour constitutionnelle, Madame Danielle Darlan, pressentie future première ministre ?



C'est ce qu'affirment les proches du Premier ministre Firmin Ngrebada sur les réseaux sociaux. D'après eux, le choix de madame Danielle Darlan au poste du Premier ministre est porté par l'actuel premier ministre Firmin Ngrebada et quelques personnalités politiques du parti au pouvoir ainsi que ceux de l'entourage du chef de l'État. Selon un observateur, la réélection du chef de l'État Faustin Archange Touadera pour un second mandat est tout sauf un miracle. Personne ne le croit, mais la cour constitutionnelle la valide au grand dam de l'opposition qui demande son annulation pure et simple en raison des nombreuses irrégularités constatées lors du scrutin.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Le ministre somalien des Affaires étrangères s'est rendu à Washington au milieu de troubles politiques



Le ministre des Affaires étrangères de la Somalie devrait se rendre à Washington cette semaine pour rencontrer des responsables du département d'État américain, y compris le nouvel envoyé spécial américain pour la Corne de l'Afrique. Une source crédible qui s'est exprimée sous couvert d'anonymat a déclaré que Mohamed Abdirizak devrait être à Washington pour des entretiens de haut niveau avec le département d'État américain sur la crise politique en cours en Somalie. Abdirizak va probablement s'asseoir avec Jeffrey Feltman, le nouvel envoyé spécial des États-Unis pour la Corne de l'Afrique. Le département d'Etat américain s'est dit «gravement préoccupé» lundi par les violences dans la capitale somalienne ce week-end et a appelé toutes les parties à faire preuve de retenue.

Crise énergétique : le Mali sollicite le soutien de la Côte d'Ivoire



Le gouvernement de transition au Mali a dépêché en Côte d'Ivoire, le ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, Lamine Seydou Traoré, pour solliciter un soutien énergétique suite aux délestages que connaît son pays. Pour lui, le renforcement de la coopération entre le Mali et la Côte d'Ivoire, notamment, en matière énergétique s'impose. « Vous savez, notre pays vit aujourd'hui dans un régime de transition, qui est confronté à plusieurs défis, parmi lesquels, le défi de la crise énergétique », a-t-il expliqué. Face à cette situation, le ministre malien a déclaré avoir reçu les assurances du président Alassane Ouattara, vis-à-vis du peuple malien, pour la résolution de cette crise, non seulement sur le plan structurel mais aussi sur le plan conjoncturel.

Le Mozambique chute en 2021 dans l'indice mondial de la liberté de la presse



Le Mozambique a perdu quatre positions dans l'Indice mondial de la liberté de la presse 2021, récemment publié par Reporters sans frontières (RSF), et se situe désormais au 108e rang sur 180 pays. Parmi les facteurs contribuant à la fragilité de la liberté de la presse au Mozambique, le rapport de RSF met en évidence les difficultés d'accès à l'information dans la partie nord du pays, l'influence du parti Frelimo sur les différents médias, comme le révèlent les élections de 2019, et l'expulsion de Tom Bowker, journaliste et rédacteur en chef de Zitamar News. Le Mozambique est le plus bas de tous les pays de la CPLP, le Portugal, en 9e position, le mieux placé du groupe.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL
Les éditions Sciences-campus

Directeur de publication
Siaka GOW
Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 72 07 20 20
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info



ANNONCE


OTC
ONLINE TRAINING CENTER
40%
de remise
OFFRE SPÉCIALE SUR
LES INSCRIPTIONS
EN LICENCE
Rentrées :
5 juin et
5 juillet
www.formationenligne.org